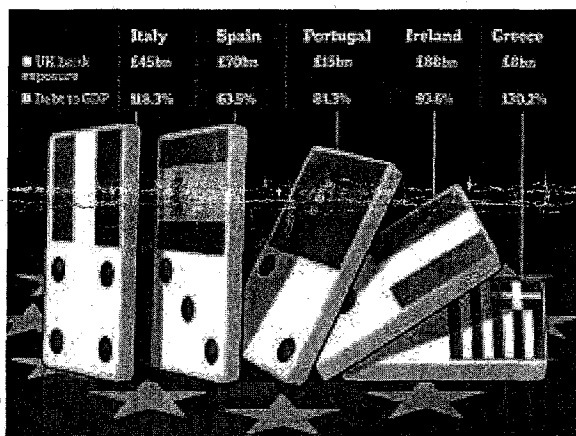


LETTRE D'INFORMATIONS ECONOMIQUES STRATEGIQUES INTERNATIONALES

Numéro 250

15 mars 2012

2007, 2011 et 2012 : l'effet domino d'une crise mondiale



2007 : crise immobilière aux Etats-Unis

Après les événements du 11-Septembre, la faillite de Lehman Brother, commence la *crise des subprimes*, au cours de l'été 2007. Depuis cette époque, les prix de l'immobilier américain ont plongé vertigineusement et la situation économique ne cesse de se dégrader. En cinq ans, les ménages américains les moins riches furent rincés. Comme l'écrit le prix Nobel d'économie John Stieglitz : « *Les Américains qui avaient perdu leur emploi en 2008 ou 2009, ont épuisé toutes leurs économies en 2011* »¹. Malgré cette situation désastreuse, l'administration américaine, dirigée par un

¹ Ils n'ont plus droit au chômage. Les gros titres des journaux annonçant de nouvelles embauches, mais pas suffisamment pour accueillir les nouveaux entrants sur le marché du travail, n'ont guère de sens pour les chômeurs âgés de 50 ans, sans grand espoir de retrouver jamais un travail.

Les gens d'âge moyen qui pensaient rester sans emploi pendant quelques mois, réalisent maintenant qu'ils ont été mis en fait à la retraite de force. Les étudiants nouvellement diplômés, doivent non seulement rembourser des prêts d'étude s'élevant à des dizaines de milliers de dollars, mais ne trouvent pas de travail. Des personnes contraintes de demander l'hospitalité à des parents ou amis, sont devenues SDF. Les maisons achetées lors du boom immobilier, puis placées sur le marché, n'ont pas trouvé acquéreurs ou ont été vendues à perte. Plus de sept millions de familles américaines ont perdu leur maison.

démocrate adulé de Wall Street et manipulateur de foules, a su maquiller le désastre économique et social intérieur, grâce au soutien d'une politique massive de la planche à billets, engagée par la Fed. Pouvant battre monnaie en faisant supporter le poids de son cynisme et de son incompétence au monde entier (qui utilise le dollar), disposant d'une force militaire impressionnante, Washington ne s'est pas gêné pour imposer ses exigences.

En juillet 2007, LIESI annonçait cette crise comme imminente et écrivait : « *Les banques iront à la cave* ». Depuis, les cours de plusieurs valeurs bancaires furent divisés par dix ! Certaines banques ont même disparu ou furent rachetées.

2011 : début de crise en Europe

En 2011, nous écrivions alors que l'ensemble du système irait désormais à la cave. Comme le monde unipolaire s'effondre et que le statut du dollar est remis en cause, l'*establishment* de Wall Street a finalement décidé de torpiller l'un de ses principaux rivaux : l'Europe. C'est le début de la *crise de la dette souveraine*. Le cheval de Troie choisi fut la GRECE². Les banques américaines ont répandu des métastases (c'est-à-dire des obligations souveraines pourries) dans tous les portefeuilles des banques. La classe moyenne, qui thésaurise du papier obligataire, perd déjà énormément. Demain, elle se fera taxer lourdement sur la portion congrue restante. Et nous ne parlons même pas des actions papier, puisque nous anticipons une fermeture des bourses en 2013.

² Comment interpréter le fait que le successeur de J.-C. Trichet à la présidence de la BCE soit un homme influent ex-associé de la banque d'affaires Goldman Sachs, laquelle est précisément à l'origine du camouflage des comptes de la Grèce ? Goldman Sachs, qui avait prêté de l'argent à la Grèce en échange de futures sources de revenus, s'était arrangé à ne pas comptabiliser ces sommes dans son déficit budgétaire et lui éviter ainsi d'être recalé pour intégrer la zone euro. Or la Grèce a bien servi de détonateur de la crise de la dette souveraine pour l'Europe de l'Ouest. Goldman Sachs a aussi spéculé contre la capacité des Grecs à rembourser leurs dettes, renchérissant considérablement les intérêts de cette même dette à rembourser aux banques créancières. Cette pratique contraint plusieurs banques européennes à partager le destin de la Grèce... si l'argent de la planche à billet ne coule plus à flot comme aux Etats-Unis.

L'Europe est donc en crise et l'endettement des Etats ne cesse de gonfler, du fait des dégradations successives des agences de notation (contrôlées par les banquiers les plus influents de Wall Street).

Après la Grèce, que l'agence Fitch a dégradé juste au-dessus de la banqueroute reconnue, vient le tour du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie et de la France. L'effondrement de ces pays est amplifié par des mesures d'austérité qui, exacerbant le ralentissement économique, éloignent toute perspective de croissance, donc de rentrées fiscales automatiques. Les gouvernements font des promesses, surtout en période électorale, mais personne ne remettra en cause l'intérêt sur la dette nationale : pour la France, la loi de 1973 Pompidou, VGE, Pébereau... Rothschild.

2012 : début de crise chez les émergents

Cette année, plusieurs pays émergents ayant échappé jusqu'ici à la crise, commencent à donner des signes de panne de croissance. Les statistiques macro-économiques chinoises, par exemple, ne cessent de se dégrader. Le Brésil est également dans une situation inquiétante et ses voisins d'Amérique latine sont anxieux. Beaucoup regardent aussi le cours de bourse de la banque Santander, dont la faillite mettrait à mal un grand nombre de pays.

C'est bien sûr dans ce contexte mondial que la rencontre Kissinger/Poutine prend toute sa dimension. Si le monde unipolaire n'est plus, comme l'ont manifesté les vetos russe et chinois de février dernier à l'ONU pour la Syrie³ ; si toutes les puissances ne parviennent pas à sortir de l'impasse d'une crise chirurgicalement opérée (ne l'oublions pas !), alors les banquiers internationaux pourraient proposer certaines

³ Avec la Syrie, le scénario libyen ne se répètera sans doute pas. Les Etats-Unis, l'Otan et les pays arabes sunnites sont face à un mur. Depuis les vetos successifs de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité de l'Onu, on prend en compte le fait que le président El-Assad bénéficie (contrairement à l'armée de Kadhafi, affaiblie par les purges qu'il y avait conduites) d'une armée solide : comptant 500 000 hommes (soit plus que l'armée française), elle représente la deuxième puissance militaire arabe après l'Egypte. En outre, de nombreux pays arabes voisins, peu en amitié avec El-Assad, se rendent tout de même compte du danger de voir le régime actuel syrien remplacé par des islamistes. En outre, l'actuel régime syrien a permis à de nombreux hommes d'affaires sunnites de bénéficier d'un environnement économique favorable. En somme, le régime d'Assad n'est pas encore mûr pour tomber. Ce qui, logiquement, freine le scénario d'une attaque contre l'Iran.

Le blocage russo-chinois a tellement retardé le processus d'attaque, que Washington et Paris font maintenant valoir qu'en période électorale, tout succès à l'étranger n'apporte pas de voix et tout problème en fait perdre.

solutions. Cela dit, LIESI doute que le moment soit venu. En atteste le calendrier des différentes élections présidentielles successives : Russie, France, Etats-Unis, Allemagne, etc. Chacune de ces élections doit apporter quelque chose de particulier dans la synthèse générale recherchée. En outre, le monde ne se limite pas à l'Occident, et les conciliabules secrets sont de plus en plus de rigueur afin que les tensions ne dégénèrent pas, à un moment où le commerce mondial décline sérieusement. Le rééquilibrage économique mondial va certainement s'accélérer et générer des tensions politiques. Tandis que les puissances vont s'épier l'une l'autre, les grands manipulateurs tenteront de réaliser une synthèse mondiale, avec des risques de dérapage qui vont croître démesurément.

Le contexte européen des élections présidentielles françaises

Les élections présidentielles françaises vont confirmer la fin du libéralisme et concrétiser la naissance d'un nouveau système que LIESI a appelé « ROUGE ». Aujourd'hui, la fin du libéralisme n'est absolument pas perçue par l'écrasante majorité de nos contemporains. Pourtant, la façon dont l'argent est maintenant créé, n'est plus du tout représentatif d'un système libéral. La BCE, un organisme supra-étatique, distribue de l'argent aux banques, qui le prêtent ensuite aux Etats. Eux-mêmes prélèvent des impôts à leurs populations⁴ dont une partie conséquente est redonnée aux banques privées pour payer les intérêts de la dette souveraine ! **Ce vol des populations ne peut se réaliser que par une complicité entre les politiques et les banquiers.** Voilà pourquoi les politiques justifient les mesures d'austérité comme démocratiques. C'est un véritable complot des élites. **L'Europe, qui fut présentée comme une association de démocraties, se révèle au grand jour être un système mafieux de racket des populations pour entretenir le système d'usure au profit des patrons officiels de la BCE.** Cette BCE qui est dirigée, rappelons-le, par un ancien employé de

⁴ Rappelons cet extrait du numéro 246 de LIESI concernant la France : « Ce sont désormais 1 692,7 milliards d'euros de dette que nous nous traînons... soit plus de 26 000 euros à rembourser pour chaque homme, femme et enfant habitant notre pays. Et ce n'est pas le plus grave. Ce qui est en train de couler notre pays, aussi sûrement qu'un boulet entraîne un corps sous les eaux, ce sont les intérêts sur cette dette. En 1980, il fallait un tiers des impôts sur le revenu pour s'acquitter de ces intérêts. En 2004, l'intégralité de nos impôts passait dans ces remboursements ! En 2010, les intérêts se montaient à plus de 42,5 milliards d'euros, et les recettes fiscales totales s'élevaient à 271,8 milliards d'euros. Rappelons que notre dette est de 1 692,7 milliards d'euros ».

Goldman Sachs, directement impliquée dans le krach de 1929 ; plus récemment, dans l'affaire des subprimes et de la Grèce. Ce qui s'impose aux citoyens est un système hiérarchique, avec l'Allemagne à la tête et la France en seconde main (qui sera bientôt massacrée par les agences de notation et les fonds spéculatifs). Les marionnettistes sont en voie d'en finir avec la démocratie. Le fait d'avoir choisi la Grèce (symbole de la démocratie) comme *laboratoire*, éclaire lumineusement ce programme occulte de destruction de la démocratie par les technocrates européens. Et comme le processus de destruction s'institutionnalise avec le consentement des responsables politiques des Etats-membres de l'Union européenne, cela va devenir une jurisprudence.

Mais le plan des banquiers internationaux va plus loin. Ils veulent accaparer l'unique moyen de protection des Etats souverains contre les armes de destruction massive (les divers produits spéculatifs) des banquiers internationaux : leur OR.

Pour obtenir le dernier plan de sauvetage de la Troïka, les Grecs ont dû renoncer à tout l'or du pays qui se monte à 111 tonnes.⁵ La technocratie bruxelloise a déjà listé les possessions d'or des prochaines nations victimes. Le Portugal : 382,5 tonnes d'or, la France⁶ : 2.435,4 tonnes d'or ; l'Italie : 2.451,8 tonnes d'or.⁷

Dans le cas de la Grèce, il existe une clause de pénalité, stipulant qu'en cas de retard dans ses paiements, les créanciers pourront se servir sur le stock d'or du pays, sis à la banque centrale grecque ! Autrement dit, la Grèce peut désormais faire faillite à tout moment !⁸ Voilà pourquoi l'agence Fitch a dégradé

⁵ En cas de litige, les documents signés par les dirigeants d'Athènes leur interdisent un recours auprès des tribunaux grecs. Tout arbitrage final doit être régi par le droit anglais et des tribunaux luxembourgeois, lesquels seront plus enclins à favoriser les créanciers ayant des comptes... au Luxembourg. Dans le même temps, des pays comme l'Iran et le Soudan, complètement étranglés, sont en train de vendre de l'or pour acheter des vivres.

⁶ En décembre 2011, *Le Figaro* évoquait des prêts bilatéraux de pays européens au FMI, qui devait ensuite prêter ce même argent. « Ces avances ne présentent aucun caractère budgétaire pour l'Etat prêteur : il s'agit en réalité d'accords de swap (échanges) à partir des réserves en devises et en or des banques centrales (telle la Banque de France) et le FMI ».

⁷ Selon les derniers chiffres du World Gold Council, les PIIGS (Portugal, Italie, Irlande, Grèce, Espagne) possèdent 3 234 tonnes d'or à eux cinq. Autant d'or à piller ! Au cours actuel de l'or, cela représente 183 milliards de dollars.

⁸ Dans les *Brèves de LIESI* de janvier/février 2012, nous avons écrit : « *Les propositions sont nombreuses mais la question épineuse reste la même : que faire ? Une idée de Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne, reprise par les cinq "sages" allemands, conseillers indépendants du gouvernement fédéral, est*

la Grèce dès le lendemain de la signature d'accord des 130 milliards d'euros. Le piège se referme sur les pauvres grecs. Ils devraient demander des comptes à leurs gouvernants. **Une fois l'or de la NATION grecque accaparé, le défaut pourra survenir !** Nous aurons alors, dans la foulée, une explosion des CDS et la faillite de nombreuses banques gavées d'obligations d'état grecques... comme le Crédit Agricole. Effet dominos garanti ! La fragilité du secteur bancaire européen fragilisera encore plus les Etats dont la dette s'accroîtra mécaniquement. Cela justifiera de nouvelles dégradations et.. revoilà le scénario grec étendu à quasiment toutes les nations, à l'exception de l'Allemagne, préservée d'une dégradation⁹. Curieusement, c'est là que se situe le *Trône de Satan* que les Soviétiques ont cherché à substituer dès leur arrivée en Allemagne... à Berlin Est. Curieusement, **nous verrons l'axe Berlin/Moscou se renforcer au fur et à mesure que la dictature Rouge sévira en Europe de l'Ouest.**

L'engrenage achevé avec le dépeçage de la Grèce (devenue une colonie de l'Union européenne), le *cartel bancaire* pourra alors aller plus loin avec l'ensemble des pays européens. On devrait alors entendre nos élites évoquer l'urgence d'une structure politique capable d'appliquer les mesures attendues.

En vue des élections présidentielles et législatives françaises 2012, les officines maçonniques préparent (depuis de nombreux mois) un ensemble de mesures pour le prochain parlement. Celles-ci entraîneront la DISPARITION de la classe moyenne et un effondrement des classes d'actifs traditionnelles : actions, obligations d'état, et immobilier. Dans les prochaines années, nous attendons la fermeture des bourses et une chute de plus de 60% de l'immobilier dans certains endroits.

Ces puissants banquiers qui fomentent les révolutions

« *L'ancien hôtel de Talleyrand-Périgord, le sanctuaire du Baron Alphonse, fin dix-neuvième siècle, n'a même pas été visité, et pourtant, il faisait le coin de la rue de Rivoli et de la rue St.-Florentin ; il se trouvait par*

d'utiliser les quelques 400 milliards d'or des banques centrales pour créer des mécanismes innovants ». Or Romano Prodi est l'un des CONSEILLERS de l'ancien commissaire européen en charge de la concurrence, Peter Sutherland, qui préside la filiale de Goldman Sachs en Europe.

⁹ Y a-t-il eu des arrangements entre Berlin et Wall Street pour laisser un ancien vice-président international chargé de l'Europe chez Goldman Sachs, prendre la tête de la BCE, tandis que l'Allemand Axel Weber (ancien président de la Bundesbank) avait vocation à reprendre le flambeau ?

conséquent en pleine barricade et plus exposé que n'importe quel autre à la convoitise et à la vengeance des révolutionnaires. N'oublions pas que les partisans de la Commune en voulaient à tout ce qui était riche et principalement à ceux qui s'étaient engraisés des dépouilles du peuple. Partant de ces considérations, l'hôtel Rothschild est cependant resté intact pendant qu'on brûlait d'insignifiantes maisons de la rue Royale ! »¹⁰

Bien des années plus tard, en 1970, un descendant de cette famille de banquiers, le baron Edmond de Rothschild, dira : « **La structure qui doit sauter, c'est la nation...** ». Or cette prédiction se réalise sous nos yeux avec la faillite de l'Etat-nation ! Non seulement la France (et bien d'autres pays) vont devoir saigner leurs populations pour payer des intérêts usuriers à la *Synagogue de Satan*, mais il lui faudra, comme pour la Grèce, consentir à se faire spolier de son or.

Rien de nouveau sous le soleil ! Encore une fois, les oligarques du *cartel bancaire* agiront par l'intermédiaire d'hommes de main, utilisant les idéologies au gré de leurs intérêts, et appliquant des mesures financières brutales au nom du *bien collectif*.

Depuis des décennies, les banquiers internationaux jouent le scénario libéral, dont on a vu qu'il était terminé. Maintenant, ils vont favoriser la tendance *melanchoniste*, voire *trotskiste*. Ces fanatiques passeront les lois iniques et les feront appliquer. Ces politiciens sauront prendre « *aux riches* », constituer des « *armées de surveillants* », pour aspirer les patrimoines de la classe moyenne, et les redistribuer... aux banquiers. L'histoire se répète. N'oublions pas que l'aide apportée par Schiff et Warburg au Parti bolchévique a été dûment remboursée, aussitôt la Révolution achevée, avec l'or confisqué en Russie, notamment dans les églises, et ce, au moment même où le gouvernement des Soviets faisait défaut sur les « emprunts russes » consentis par les épargnants français !

L'Union européenne est LA nouvelle URSS

Vladimir Boukovski, ancien dissident soviétique, a passé douze années de sa vie en prison, au camp Perm-36. Victime d'un internement psychiatrique, il fut l'un des premiers dissidents (échangés contre un chilien en 1976) à dénoncer cette pratique en URSS.

Et que nous dit-il de l'Union européenne ? – « **J'ai vécu votre avenir !** »

« Il est étonnant qu'après avoir enterré un monstre, l'URSS, on en construise un autre tout semblable : l'Union européenne. Pour connaître réellement l'Union européenne, il faut connaître sa version

soviétique. L'URSS était gouvernée par quinze personnes non-élues, qui se cooptaient mutuellement et n'avaient de comptes à rendre à personne. L'Union européenne est gouvernée par deux douzaines de gens cooptés, qui se réunissent à huit clos, ne répondent à personne et ne sont pas limogeables. On pourrait objecter que l'Union européenne a un parlement élu. Mais l'URSS avait une espèce de parlement : le Soviet Suprême. Nous acceptons sans discussion les décisions du Politburo. Tout comme le parlement européen, où le temps de parole de chaque groupe est compté, et souvent se limite à une minute par personne ! Au sein de l'Union européenne, il y a des centaines de milliers d'eurocrates avec leurs émoluments énormes, leurs personnels, leurs larbins, leurs bonus, leurs privilèges, leur immunité judiciaire à vie, etc. Ils sont simplement transférés d'un poste à un autre, quoi qu'ils fassent, bien ou mal ? N'est-ce pas la copie conforme de l'URSS ?

L'URSS fut créée par la contrainte, **très souvent avec occupation armée**¹¹. On est en train de créer l'Union européenne, peut-être pas encore par la force armée, mais par la contrainte et la terreur économique¹². Pour continuer d'exister, l'URSS s'est étendue toujours plus loin. Dès qu'elle a cessé de s'étendre, elle s'est écroulée. Je soupçonne qu'il en sera de même pour l'Union européenne. Les politiciens ont dit que le but de l'URSS était de créer une nouvelle entité historique : le peuple soviétique. Il fallait oublier nos nationalités, nos traditions et nos coutumes. N'est-ce pas la même chose avec l'Union européenne ? Ils veulent faire de vous tous, une nouvelle entité : des Européens. Réprimer vos sentiments nationaux et vous forcer à vivre en communauté multinationale. 73 ans de ce système en URSS se sont soldés par plus de conflits ethniques que nulle part ailleurs dans le monde.

Un des buts grandioses de l'URSS était de détruire les Etats-nations. C'est exactement ce que nous voyons aujourd'hui en Europe. Bruxelles a l'intention de phagocyter les Etats-nations pour qu'ils cessent d'exister¹³. Le système soviétique était corrompu du

¹¹ Certaines législations européennes permettent désormais aux forces de l'ordre de tirer sur la foule, dans certaines conditions. Des forces étrangères sont même présentes sur le territoire national.

¹² Que penser du MES (Mécanisme européen de stabilité), à qui la France doit confier 140 milliards d'euros de garanties et donc de dettes supplémentaires ? Les statuts européens du MES accordent à ses gouverneurs une IMPUNITÉ générale. Ils ne seront responsables devant aucun parlement national, ni même le parlement européen. C'est un suicide national opéré par des politiciens au service d'une puissance ennemie de la France et des nations souveraines.

¹³ C'est exactement ce que révèle le *laboratoire grec*. On essaie maintenant d'exterminer physiquement avec le chômage, la faim et la misère, l'identité nationale de ce pays. En 1986, le gouvernement d'Andreas Papandreou a

¹⁰ Extrait : *Histoire des Rothschild*, 10 €.

haut jusqu'en bas. C'est la même chose pour l'Union européenne. Les activités antidémocratiques que nous voyions en URSS fleurissent au sein de l'Union européenne. Ceux qui s'y opposent ou les dénoncent sont bâillonnés ou punis. Rien n'a changé. En URSS, nous avions les goulags. Cela existe aussi avec l'Union européenne. Un goulag intellectuel, nommé *politiquement correct*. Essayez de dire ce que vous pensez et vous serez ostracisé. C'est le début du goulag ! C'est le commencement de la perte de votre liberté. En URSS, on pensait que seul un Etat fédéral éviterait la guerre. On vous raconte exactement la même chose dans l'Union européenne. Bref, c'est la même idéologie dans les deux systèmes. **L'Union européenne est le vieux modèle soviétique habillé à l'occidental.** Mais, comme l'URSS, l'Union européenne porte en elle les germes de sa propre perte. Hélas, quand elle s'écroulera, car elle s'écoulera, elle laissera derrière elle une immense destruction et de gigantesques problèmes économiques et ethniques. L'ancien système soviétique était irréformable. De même avec l'Union européenne. Mais il y a une alternative. **J'ai vécu dans votre futur et cela n'a pas marché ».**

Il y a là réellement de quoi méditer ! C'est bien la preuve que **le libéralisme et le communisme sont les deux mâchoires d'un même monstre.** Les familles à l'origine du complot européen sont aussi celles qui financèrent la révolution russe de Lénine. Ces gens-là poursuivent imperturbablement leur objectif sous la houlette d'un groupe occulte sans pitié. Ensemble, ils œuvrent à l'édification d'un système mondialiste, antichristique au point de vue religieux. Faut-il alors

emprunté un milliard de dollars à une banque d'un grand pays européen. Les intérêts de ce prêt furent finalement payés en 2010 ; ils se sont élevés à 54 milliards d'euros ! Avec un tel procédé, on peut mener n'importe quel pays à la banqueroute. En 2011, J.-C. Juncker reconnaissait que les fabricants d'armes allemands et français menaient la Grèce à une « catastrophe certaine ». Il a tout étouffé pour ne pas nuire aux intérêts de ses amis. Confiance de Mikis Theodorakis : « En été 2009, quand Papandreou s'est réuni en secret avec Strauss-Kahn pour mettre la Grèce sous la tutelle du FMI, la conspiration contre les Grecs avait commencé. Ce fut l'ex-directeur du FMI qui m'a fait cette confiance. On a manipulé les statistiques pour masquer l'effondrement de l'économie grecque, et les banquiers, de même avec certains politiciens au pouvoir, ont fait flamber nos taux d'intérêt. Aujourd'hui, nous avons une grande famine semblable à celle de 1941, au début de l'occupation allemande. Quand les SS et la Wehrmacht a détruit notre pays, elle a confisqué toute la production agricole et l'or des banques. Pourtant, les Grecs ont survécu... Exigeons que l'Allemagne s'acquitte de ses devoirs et paie les réparations de guerre. Avec les intérêts accumulés, l'Allemagne nous doit 500 milliards d'euros ».

s'étonner du rôle joué par l'Allemagne dans ce processus, et tout particulièrement de Berlin, siège du *Trône de Satan* ? Le rôle d'Angela Merkel serait très intéressant à étudier, son histoire, ses protections par le *cartel bancaire*, lequel a favorisé son ascension politique, ses connexions avec le réseau Poutine, etc. Mais c'est là de la dynamite !

Les clubs de pouvoir gravitant autour de François Hollande

Les prochaines élections présidentielles françaises 2012, ET surtout législatives, sont très importantes dans le scénario que déroulent les banquiers internationaux en vue de détruire l'Etat-nation France. La prochaine équipe au pouvoir aura pour mission d'imposer des mesures d'austérité et des lois iniques. Il semble alors évident que l'attaque financière engagée par le *cartel bancaire* contre la France devrait connaître un épisode plus douloureux dans les prochaines semaines.

Providentiellement, comme nous l'avons dit, LIESI a indirectement pu contacter une source impliquée dans la préparation du programme de mesures d'austérité pour la France. Partant de ces confidences, nous en avons parlé avec un haut initié fréquentant l'exécutif du Groupe Bilderberg. En résumé, voici sa réponse : « *Mieux vaut utiliser l'idéologie de certains politiciens pour détrousser la classe moyenne que de se risquer pour le moment à un scénario de guerre civile* ». ¹⁴

A la lumière des enjeux, il va de soi que les familles oligarchiques du *cartel bancaire* contrôlent les politiciens concourant à la présidentielle française. Inutile de s'attarder sur N. Sarkozy, qui n'a eu de cesse de brader l'intérêt national et de servir au mieux les intérêts cosmopolites. Le candidat Hollande, lui, se présente comme le *chevalier blanc*. En fait, il est également sous contrôle des mêmes milieux financiers chapeautant l'exécutif de l'UMP.

Fidèle à sa manière d'exercer le pouvoir, le candidat socialiste F. Hollande (formé à HEC et à l'ENA) a laissé prospérer différents cercles de réflexion (il y en a au moins cinq). Ces groupes ont fréquemment planché sur les mêmes sujets. Ils se sont parfois combattus, en particulier sur la réforme de la fiscalité. Mais ils ont dû aussi, à la demande expresse de François Hollande, apprendre à travailler ensemble et progressivement accorder leurs violons.

¹⁴ D'un point de vue pratique, LIESI vous conseille de prévoir un moyen de chauffage autre que le fioul, obtenir par votre carte de crédit des liquidités en petites coupures ; et pour le reste, conserver les métaux précieux accumulés depuis plus de dix ans, pour ceux qui du moins ont pu le faire.

Le premier cercle de ces économistes est composé d'intellectuels de la même génération que le candidat socialiste ou un peu plus âgés. Chercheurs réputés, ils partagent une certaine vision de la social-démocratie et du progrès : Philippe Aghion, professeur d'économie à Harvard, théoricien de la croissance et de l'innovation, coauteur avec Alexandra Roulet de *Repenser l'Etat* (Seuil, 2011) ; Elie Cohen, spécialiste des politiques industrielles, et Gilbert Cette, professeur associé d'économie à l'université d'Aix-Marseille-II et fin connaisseur du social. Au candidat, chacun d'eux apporte leurs réseaux, leur ouverture internationale et, pour la plupart, leur volonté de s'affranchir des schémas keynésiens.

Le 24 août 2011, bien avant que François Hollande ne sorte vainqueur de la primaire socialiste, Philippe Aghion, qui avait travaillé en 2007 pour Ségolène Royal, a organisé pour lui une rencontre avec des économistes à la Maison de l'Amérique latine à Paris. Le président du Cercle des économistes, Jean-Hervé Lorenzi (de Rothschild), y a pointé son nez. On ne l'a pas revu depuis. Ce groupe d'amis, auxquels sont rattachées des personnalités soucieuses de rester dans l'ombre pour ménager leur carrière, s'est baptisé La Rotonde, du nom de la brasserie du quartier de Montparnasse à Paris, où ils aiment se retrouver.

Le deuxième cercle important est celui des groupes de travail thématiques (fiscalité et finances publiques, politiques publiques, etc.), mis en place par Laurent Fabius quand la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, l'avait chargé de préparer la première année du retour de la gauche au pouvoir. Y ont participé un grand nombre de hauts fonctionnaires d'horizons divers, d'anciens des réseaux fabiusiens, encartés au PS ou non, et "de jeunes technos" de gauche, heureux de l'occasion qui leur est offerte de préparer l'alternance. Ce sont eux qui ont mis au point la synthèse de 70 pages remise à François Hollande juste après sa victoire à la primaire, le 16 octobre 2011. A la demande du candidat, ils ont ensuite continué leurs travaux et associé leurs réflexions à celles d'autres cercles, au premier rang desquels figure celui de Jérôme Cahuzac.

Dès novembre, les groupes de travail fabiusiens ont confronté leurs analyses avec eux. « *Tout a fini par converger naturellement* », résume Jérôme Cahuzac, le rocardien, qui se félicite de la part prise par Laurent Fabius dans l'élaboration du programme présidentiel.

Le directeur de campagne de François Hollande, Pierre Moscovici, n'est pas en reste : lui aussi a ses réseaux ! L'économiste Karine Berger, candidate socialiste aux législatives dans les Hautes-Alpes, ancienne de l'Insee et ex-patronne de la conjoncture chez SFAC Euler Hermès, a fait jouer ses contacts à Bercy et dans le monde bancaire pour nourrir les réflexions du parti.

Le groupe de Vigieco2012, qui se targue un peu abusivement de rassembler le premier cercle des

économistes de François Hollande, s'est formé à l'été 2011. Il rassemble une quarantaine de personnes parmi lesquelles figurent des hauts fonctionnaires, des enseignants-chercheurs, des représentants du secteur privé, des fonctionnaires internationaux. En décembre, relate Romain Perez, l'un de ses responsables, Vigieco2012 a rencontré l'équipe de campagne et coordonne ses interventions. Le groupe organise des ateliers, invite des experts à débattre, comme l'économiste Thomas Piketty, spécialiste des hauts revenus et partisan d'une réforme fiscale radicale.

Dans le sillage de Vigieco2012, gravitent des personnalités comme Thomas Chalumeau, directeur d'une banque d'investissement, ancien de l'équipe de Dominique Strauss-Kahn au ministère du budget, et l'une des têtes pensantes du *think tank* Terra Nova.

Un homme, enfin, a joué un rôle essentiel dans la mise en forme du programme présidentiel : Emmanuel Macron. Ancien rapporteur de la commission Attali sur la libération de la croissance française, inspecteur général des finances et associé gérant chez Rothschild et Cie. Il a coordonné l'activité du groupe d'économistes de La Rotonde de septembre à janvier, préparé l'agenda des séances de travail, recruté les jeunes (des inspecteurs des finances pour la plupart) ayant travaillé avec le groupe et finalement rassemblé tous ces travaux pour les remettre à François Hollande.

Les arbitrages sur le projet présidentiel sont discutés au sein d'un petit groupe de personnalités : Michel Sapin (le « père » de la TVA), Laurent Fabius, Pierre Moscovici, Jérôme Cahuzac, Stéphane Le Foll, Manuel Valls et, bien sûr, le député de Corrèze, auquel revenait le dernier mot. LIESI signale qu'Emmanuel Valls était présent à la réunion du Groupe Bilderberg de 2008. Une preuve supplémentaire que le *cartel bancaire* sait parfois pousser au pouvoir des groupes d'individus médiatiquement hostiles à l'argent, mais en réalité participant officieusement avec les oligarques du *cartel bancaire* pour introduire « *une juste répartition des richesses* »... dans un contexte houleux.

Le dernier numéro des **BREVES DE LIESI + HS RUSSIE + BREVES RELIGIEUSES** est publié cette semaine.

12 € franco de port

Lettre d'Informations Economiques Stratégiques Internationales – BP 18 – 35430 Châteauneuf (F)
e-mail : liesiletter@gmail.com
Imprimé par nos soins - ISSN en cours (24 numéros)

Abonnement annuel : 112 € (soutien : 122 euros).

6 mois : 62 € et 3 mois : 34 €.

Abonnement ECONOMIQUE : 24 € pour 3 mois avec un seul envoi groupé, le 30 de chaque mois.

Règlement à l'ordre de : **L.I.E.S.I.**